

La recherche en danger

Le démantèlement du CNRS et la vente à la découpe des grands organismes de recherche sont venus s'ajouter aux bouleversements dans le financement des laboratoires par l'agence nationale de la recherche. L'insupportable mépris pour la recherche et les chercheurs affiché par Nicolas Sarkozy dans son discours du 22 Janvier fut la goutte de fiel qui fit déborder le vase.

Nicolas Sarkozy est décidément un adepte des contre vérités : « Franchement, la recherche sans évaluation, cela pose un problème... Ecoutez, c'est consternant mais ce sera la première fois qu'une telle évaluation sera conduite dans nos universités, la première. En 2009. » Il sait pourtant que les chercheurs sont évalués sur rapport d'activités tous les ans !

« Nous ne sommes pas aujourd'hui dans le peloton de tête des pays industrialisés pour la recherche et l'innovation. Il y a une raison à cela : on a reculé devant la nécessité de réformer nos universités et nos organismes de recherche... » La vérité est autre : le capitalisme français investit peu dans la recherche privée (1,1 % du PIB, contre 1,7 aux USA ou en Allemagne et 2,5 en Suède ou au Japon). Et la recherche publique française est en 5^{ème} position mondiale pour le nombre des publications alors que son financement est au 16^{ème} rang. Pour les EPST, le CNRS, par exemple, est le 1^{er} organisme de recherches européen pour les publications et le 2^{ème} pour les brevets. Quant au secteur Sciences de la vie (CNRS + INSERM), le rapport Zehrouni – commandé par Sarkozy lui-même et finalisé après un déjeuner à l'Élysée sans s'être donné la peine d'aller voir sur place – contredit son commanditaire : « les investissements consentis par le gouvernement français dans la recherche dans le domaine des Sciences de la vie et de la Santé ont donné des résultats exceptionnels... »

Une telle mauvaise foi reflète une haine et un mépris profond pour le monde de la recherche dont le point culminant se trouve dans sa désor-



PHOTO: M. MIGNÉAU

mais fameuse description d'un laboratoire de recherches : « un chercheur français publie de 30 à 50 % en moins qu'un chercheur britannique. Évidemment, si l'on ne veut pas voir cela, je vous remercie d'être venu, il y a de la lumière, c'est chauffé... »

Ce mépris a sûrement quelque chose à voir avec sa haine de Mai 68. Sarkozy méprise les intellectuels, et plus particulièrement les chercheurs « conservateurs de tous poils, que l'on trouve à droite en nombre certain et à gauche en nombres innombrables »... Le secteur Sciences humaines et sociales du CNRS est ainsi promis à la destruction par le nouveau directeur nommé par une procédure fortement suspecte d'irrégularités après le limogeage de Marie Françoise Courel en 2008.

Au-delà de l'idéologie...

Le gouvernement a mis en place la découpe du CNRS en instituts, et il en est de même pour l'INSERM, tandis que l'INRA doit se transformer en « Consortium National pour l'Agriculture, l'Alimentation, la Santé Animale et l'Environnement » (CNAASAE, un sigle prometteur). Cette réforme a pour but affiché un « changement majeur, complet et cohérent qui concernera les acteurs de la recherche publics et privés ». En fait, il s'agit d'une véritable liquidation de la recherche fondamentale qui est déjà étouffée par l'attribution massive des crédits à l'ANR et non aux organismes. Hors crédits impôt recherches, les budgets totaux des universités et EPST sont en baisse, comme on peu le vérifier sur le site de la MIREs qui est un auto-

démenti aux mensonges de Valérie Pécresse, dont les chiffres varient d'ailleurs suivant les jours et la station de radio : +6,5 % lors de sa présentation du budget à la presse, +25 % (!) à l'Assemblée nationale, +9 % sur France Inter le 24 février... Ce qui est visé, c'est le regroupement de la recherche des Sciences de la Vie du CNRS et de l'INSERM en un Institut du vivant centré sur la recherche médicale et médicamenteuse, la création par regroupement de l'INRIA et du secteur STIC du CNRS

d'un « département vendeur de logiciel », comme le disent si bien nos collègues, et de façon générale la réduction des organismes en mettant « progressivement les universités autonomes au centre du dispositif de recherche et d'innovation » tandis que « les organismes de recherches opèrent leur transformation en agences de moyens »...

Cette transformation s'accompagnera – avec la complicité de la direction du CNRS – d'une purge des emplois statutaires : ainsi, un document du secrétariat général du CNRS, rendu public par les syndicats, prévoit la suppression de 596 postes d'ITA et 253 postes de chercheurs sur les cinq prochaines années... excusez du peu !

On peut aussi s'étonner que selon les objectifs visés, l'argumentation ait une

SUITE PAGE 10 →

CLAUDE GUÉANT LES PIEDS DANS LE PLAT

Interviewé par *Libération* le 11 mars, il constate « Ainsi, le décret sur les enseignants chercheurs soulevait-il une certaine incompréhension. Une médiation a été créée, la ministre a repris le dossier et, vendredi [6 mars, jour de la coordination de Créteil !] un accord avec la quasi-totalité des parties prenantes a été réalisé. Au final, le texte sera peu différent de celui qui a été mis sur la table. »

Dur constat pour les quatre syndicats (SGEN, UNSA, Autonome, FO) qui ont coopéré dans ces "négociations"...



SUIVE DE LA PAGE 9

géométrie quelque peu variable. Ainsi, d'un côté, le rapport Zehrouni déclare que « le secteur français de la recherche dans le domaine des Sciences de la vie et de la Santé est très fragmenté et caractérisé par un grand nombre d'organismes gouvernementaux dont les missions et les portefeuilles de recherche se recoupent, avec des administrations redondantes ». De l'autre, le choix du gouvernement se porte sur la création de nouvelles structures de financement (l'ANR) et d'évaluation (l'AERES) de la recherche qui font doublon avec les Commissions scientifiques spécialisées de l'INSERM et le Comité national de la recherche scientifique (CNRS), doublée du morcellement de l'INSERM en Instituts...



Le rapport Zehrouni n'est, décidément, pas à une incohérence près : après avoir salué « les résultats exceptionnels » dans le domaine des Sciences de la vie et de la Santé (voir supra), il propose de casser, de re-fragmenter ce secteur, en y ajoutant de surcroît la bureaucratie de l'AERES et de l'ANR ! C'est que tous ces rapports ne sont qu'ouvrages de commande, servant de paravent à une vassalisation de la recherche aux intérêts du privé, Instituts, ANR, et AERES organisant le pilotage fin et caporaliste de la recherche, avec une explosion de la précarité, notamment pour les jeunes.

Les personnels du CNRS et de l'INSERM en sont conscients. Et ce n'est pas un hasard si, pour la première fois dans leur histoire, les Conseils d'administration des organismes ont dû se tenir derrière une barrière de CRS et gendarmes mobiles, dans des lieux « externes » préparés à l'avance et en l'absence des élus du personnel. C'est pourquoi leur mobilisation est sans précédent. Mais ils ont aussi tiré la leçon de ces CA protégés par les flics. Seuls, ils sont faibles. Unis, avec les étudiants, les enseignants chercheurs, ils peuvent mettre Péresse en difficulté. C'est toujours dans l'unité inter catégorielle, en refusant les pseudo négociations (réécriture de décret ne veut pas dire retrait) – une comédie à laquelle certains syndicats sont toujours prêts à se prêter – qu'ils feront reculer le gouvernement et assureront la survie des EPST et de la recherche fondamentale et libre en France... ●

GÉRARD CHAOUAT



INTERVIEW D'UN JEUNE DOCTEUR

LA PAROLE AUX D

Jean est docteur en Écologie, chercheur... d'emploi stable, co-initiateur de la pétition www.emploi-erp.net Il a préféré garder l'anonymat : il candidate sur des postes de maître de conférence ou de chargé de recherche...

► EE : Quel est le rôle des doctorants dans la recherche ?

Jean : Les doctorants et post-doc sont les réelles chevilles ouvrières du système de recherche français car les enseignants chercheurs sont de plus en plus pris par les activités connexes, recherche... de financements, tâches d'évaluations, charges administratives et d'enseignement qui se multiplient.

Leur situation économique est très variable selon qu'ils sont ou non financés pour leur thèse de doctorat ou pour leurs travaux post-doctoraux. Beaucoup n'ont pas d'allocation et doivent travailler à côté pour vivre. Pour les allocataires, la question des revenus se pose pour la fin de la thèse, rarement terminée en 3 ans, d'autant qu'ils n'ont pas droit aux allocations chômage. Beaucoup de jeunes chercheurs passent ainsi par des périodes de chômage, voire par le RMI, s'en s'arrêter pour autant de chercher ni de publier des articles scientifiques, car la compétition pour les CV les plus fournis est rude.

► EE : Qu'est-ce qui vous inquiète dans les attaques actuelles ?

Jean : Depuis que Jospin, Allègre et Attali ont initié le processus de Bologne et la stratégie de Lisbonne, on va vers un système de précarité généralisée. Le gouvernement actuel amplifie le processus : l'objectif affiché est de ne plus recruter de chercheurs sur des postes permanents avant l'âge de 42 ou 45 ans, en multipliant avant cela des contrats de 4 ans au plus. Le « contrat doctoral » annoncé constituerait la première étape évidente de cette logique d'enchaînement de contrats. Pour détailler : 1/ Le contrat doctoral ne veut pas dire « pour une thèse, un financement », mais « pas d'inscription en thèse si pas de financement ». 2/ Il permet des rémunérations variables au gré des universités et de leurs présidents ! 3/ Ces rémunérations justifieront alors une évaluation de l'avancée des travaux et résultats de thèse tous les 6 mois, là où actuellement une présentation à lieu devant un comité de thèse vers la moitié de celle-ci. 4/ Il généralise en outre le complément de l'activité de recherche par une activité de type monitorat (enseignement, activités administratives ou service en entreprise) permettant au passage d'éponger la suppression de postes statutaires (BIATOS par exemple).

► EE : La prise en charge de la précarité par les organisations syndicales est-elle satisfaisante ?

Jean : Au-delà des positions de principe, il est clair que la question de la précarité n'est pas bien appréhendée par les organisations de salariés. Par exemple, le « plan pluriannuel d'embauche pour résorber la précarité » reste une revendication un peu abstraite et non datée. Une des manières de répondre serait d'exiger (et obtenir) des créations immédiates d'emplois statutaires supplémentaires.

On observe aussi une contradiction entre déclarations de principe et réalité pour la gestion de la précarité au quotidien dans les différents établissements et services, souvent co-gérés par des syndiqués. Que fait-on par exemple quand un CDD se termine ? Quelle solidarité concrète pour assurer la continuité d'un statut et des revenus,



PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE CÉCILE PÉRILLAT

UR...

DOCTORANTS

pour obtenir la titularisation et l'intégration de ces personnels ? Cette situation devrait appeler une mobilisation générale, un refus de « jouer le jeu » et de remplacer des précaires par de nouveaux précaires.

► EE : Quelles sont les formes d'organisations autonomes des doctorants et précaires de l'enseignement supérieur et de la recherche ?

Jean : Très peu sont syndiqués. Quelques-uns, syndiqués ou non, s'impliquent au sein d'associations comme Sauvons la Recherche ou Sauvons l'Université, pour essayer d'y faire entendre la voix des précaires. Les structures autonomes qui apparaissent (par exemple il y a quelques mois le collectif Papera, « pour l'abolition de la précarité ») sont presque toujours éphémères. On peut cependant noter l'expérience de collectifs de doctorants nés après les grèves de 1995 et fédérés en une Confédération des Étudiants Chercheurs (CEC). Face à une quête de plus grande reconnaissance du réel rôle des doctorants au sein des labos et du nombre accru de post-docs avec l'allongement des phases d'attentes entre l'obtention du diplôme de doctorat et un premier emploi de chercheur permanent, cette structure s'est rebaptisée Confédération des Jeunes Chercheurs (CJC) au moment du mouvement « Sauvons la Recherche » de 2004. Ce changement d'appellation s'est accompagné d'une acceptation de fait de la précarité, cette association jouant de plus en plus un rôle de recherche de financements de thèse ou de post-doc plutôt que d'une organisation de luttes collectives. Ce qui se dégage aujourd'hui est davantage une implication de doctorants et de chercheurs non permanents dans des associations disciplinaires qui prennent parfois aussi position sur la question de la précarité. De telles associations étaient par exemple présentes dans les rues le 29 janvier. Dans l'élan de ces dernières semaines de mobilisation sans précédent sur les campus, il y a la perspective d'une nouvelle Coordination nationale des doctorants et post-docs, pour assurer notre visibilité et celle de nos revendications plus spécifiques dans le mouvement et peut-être reprendre sur la durée le flambeau de la CEC, sous une forme qui reste encore à définir.

► EE : Comment les doctorants s'intègrent-ils dans le mouvement actuel ?

Jean : Les doctorants ont pris part aux Assemblées Générales de laboratoires qui se sont tenues et participent aux manifestations qui ont lieu toutes les semaines depuis le 29 janvier. Leurs modes d'actions ne diffèrent pas de ceux du reste de la communauté scien-

tifique qui multiplie de manière générale des formes d'actions originales dans un souci d'être « visibles et d'attirer la sympathie et le soutien de la population ». A côté des manifestations classiques on a aussi vu se mettre en place ces derniers temps des cours ou ateliers de vulgarisation en plein air, des actions de « lancés de chaussures » sur les façades de bâtiments symboliques des réformes en cours, ainsi que des manifestations de « freezing », c'est-à-dire d'immobilisation collective durant plusieurs minutes dans des lieux publics pour attirer l'attention des passants et favoriser ensuite la distribution de tracts et les discussions. Mais si ces différentes actions témoignent d'une envie d'agir, d'une recherche d'originalité et d'une créativité pour tenter de renouveler ou rafraîchir un peu les formes de militantisme et de manifestation, elles connaissent des succès variables, la difficulté à mobiliser massivement et sur la durée restant entière.

Nous avons initié à quelques-uns une pétition de « Chercheurs... d'emploi stable », « Pour des créations immédiates d'emplois statutaires supplémentaires dans l'enseignement et la recherche publics »

(www.emploi-erp.net) déjà signée par plus de 2 000 doctorants et post-docs. Autour de ce texte nous avons proposé et mis en débat des modalités plus radicales comme la rétention des listes d'admissibilités aux concours de chercheurs, pour l'obtention de postes supplémentaires dès les sessions de concours de ce printemps, sur le thème : « ras le bol de savoir que les jurys auditionnent chaque années des centaines de candidats, des bons candidats, pour ne distribuer que quelques poignées de postes ». Nous invitons donc les jurys

à refuser de publier et faire remonter à leurs tutelles des longues listes de candidats admissibles pour les voir ensuite fortement tronquées. Cette modalité d'action reprise par la 1^{ère} Coordination nationale des labos en lutte du 12 mars dernier, rejoint l'appel plus général à la grève administrative et au boycott des projets ANR ou d'instances d'évaluations telles l'AERES... pour arrêter de jouer au « jeu » hypocrite que nous impose la politique gouvernementale.

Le mouvement du supérieur s'ancre dans la durée mais il doit s'élargir et se fédérer, en se traduisant notamment par des grèves reconductibles et effectives. Nous essayons d'allier grève et mouvement de désobéissance civique généralisée. Il me semble que l'une des nouveautés de la mobilisation en cours peut être l'émergence au centre de nos modes d'action de nos outils de travail respectifs et de ce que nous savons faire le mieux les uns et les autres. Ainsi, une des actions que nous avons aussi menée est la rédaction d'un article scientifique mettant en parallèle la théorie de Darwin sur l'Évolution (qui fête cette année ses 150 ans). Cet article montrait notamment l'importance des comportements sociaux d'entraide au sein de l'espèce humaine, à l'opposé des visions de concurrence exacerbée mises au centre des politiques actuelles relevant par plusieurs aspects d'un détournement des concepts de Darwin. ●



PHOTO : J. MALIFAUD

